



# Assemblée générale

Distr. générale  
8 septembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

## Assemblée générale

### Soixante-quinzième session

Point 65 de l'ordre du jour

### La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés

#### **Lettre datée du 7 septembre 2021, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à mes précédentes communications, je souhaite vous remercier encore pour les efforts que vous déployez afin que la résolution [75/192](#) de l'Assemblée générale soit dûment appliquée, y compris s'agissant du maintien de la mission d'observation des territoires ukrainiens temporairement occupés.

Je vous informe que le Ministère ukrainien des affaires étrangères a pris note du dernier rapport en date sur la situation des droits humains dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) ([A/76/260](#)), qui a été soumis en application de la résolution susmentionnée.

Il est regrettable que, comme indiqué dans le rapport, la Fédération de Russie continue de se livrer à des agissements illicites en Crimée temporairement occupée, en violation flagrante du droit international, y compris le droit international humanitaire, et des résolutions adoptées par l'Assemblée générale. Les autorités d'occupation de ce pays poursuivent leurs pratiques répressives à l'égard des citoyennes et citoyens ukrainiens, lesquels aspirent à jouir pleinement de leurs droits humains et de leurs libertés fondamentales.

À cet égard, j'ai l'honneur de vous informer que la Puissance occupante a mené une fois encore une action répressive en Crimée temporairement occupée. Les 3 et 4 septembre 2021, le Service fédéral de sécurité (FSB) de la Fédération de Russie a mené des perquisitions au domicile de cinq Tatars de Crimée, à savoir Eldar Odamanov, Aziz Akhtemov, Asan Akhtemov, Shevket Useinov et Nariman Dzhelyal, lesquels ont été placés en détention.

Les autorités d'occupation russes ont également placé en détention des citoyens qui s'étaient rendus pacifiquement au bâtiment du FSB à Simferopol le 4 septembre 2021 pour obtenir plus d'informations sur leurs proches. À cette occasion, une soixantaine de personnes rassemblées devant le bâtiment, dont des journalistes, ont été placées en détention ; elles ont été relâchées le jour même ou aux premières heures du matin du 5 septembre.



M. Dzhelyal, Vice-Président du Mejlis (Parlement) des Tatars de Crimée, est un militant des droits humains. Le 23 août 2021, il a participé au sommet inaugural de la Plateforme pour la Crimée, à Kiev. Le fait que M. Dzhelyal ait manifesté publiquement son soutien à la Plateforme pour la Crimée et participé à son sommet inaugural pourrait être le véritable motif de la persécution dont il est l'objet.

Cette tactique de la terreur a pour but d'intimider les représentantes et représentants des Tatars de Crimée et de les forcer à quitter la péninsule temporairement occupée. Le sort des citoyens ukrainiens qui sont détenus et privés de leurs droits et libertés par la Fédération de Russie constitue une source de vive préoccupation.

Compte tenu de ce qui précède, je souhaite porter à votre attention et à celle des États Membres les observations formulées par le Ministère ukrainien des Affaires étrangères (voir annexe).

Je tiens à souligner que le Ministère proteste énergiquement contre les agissements illicites exposés dans la présente lettre et prie instamment la Fédération de Russie de libérer immédiatement les cinq détenus précédemment cités ainsi que tous les citoyens et citoyennes ukrainiens détenus illégalement depuis 2014.

Le Ministère exhorte la communauté internationale à condamner fermement les agissements illicites de la Puissance occupante, à accroître la pression sur la Fédération de Russie et à continuer d'œuvrer activement à la protection des droits et libertés des résidentes et résidents de la péninsule de Crimée, notamment dans le cadre de la Plateforme pour la Crimée

J'espère par ailleurs que les pratiques illicites auxquelles se livrent les autorités d'occupation russes, telles qu'elles ont été exposées ci-dessus, seront dûment prises en considération dans les futurs rapports du Secrétaire général sur la situation des droits humains dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 65 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Sergiy Kyslytsya

**Annexe à la lettre datée du 7 septembre 2021 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Observations du Ministère ukrainien des affaires étrangères  
concernant les nouveaux actes illicites de perquisition  
et de détention commis en Crimée temporairement occupée**

Le Ministère ukrainien des affaires étrangères proteste énergiquement contre les récents actes illicites de perquisition et de détention dont des résidents de la Crimée temporairement occupée ont fait l'objet les 3 et 4 septembre 2021, dans différentes régions.

D'après les informations disponibles, des agents du Service fédéral de sécurité (FSB) ont placé en détention M. Eldar Odamanov dans la matinée du 3 septembre et MM. Aziz Akhtemov, Asan Akhtemov et Shevket Useinov dans la nuit du 4 septembre. Dans la matinée du 4 septembre, après des perquisitions dans sa résidence, le Vice-Président du Mejlis (Parlement) des Tatars de Crimée, M. Nariman Dzhelyal, a également été placé en détention.

Nous considérons que cette opération coup de poing dirigée contre un responsable du Mejlis a une visée punitive qui est liée à sa participation au sommet inaugural de la Plateforme pour la Crimée le 23 août, et que, par ce nouvel acte de répression, la Fédération de Russie cherche à intimider les représentantes et représentants des Tatars de Crimée et à les forcer à quitter la péninsule temporairement occupée.

Conformément aux normes du droit international, la Fédération de Russie, en tant que Puissance occupante, est tenue de faire cesser immédiatement la répression politique contre la population locale de la péninsule de Crimée temporairement occupée.

La Fédération de Russie doit également respecter l'ensemble des dispositions de la résolution [68/262](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, datée du 27 mars 2014 et intitulée « Intégrité territoriale de l'Ukraine », les résolutions intitulées « Situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) » que l'Assemblée a adoptées chaque année de 2016 à 2020, ainsi que l'ordonnance de la Cour internationale de Justice sur l'application des mesures conservatoires indiquées dans le cadre de la procédure engagée par l'Ukraine contre la Fédération de Russie concernant l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Nous exigeons que la Fédération de Russie libère immédiatement les cinq détenus précédemment cités, ainsi que l'ensemble des citoyennes et citoyens ukrainiens qu'elle détient illégalement.

Nous demandons instamment à la communauté internationale de condamner fermement les agissements illicites de l'État occupant, d'accroître la pression sur la Fédération de Russie pour qu'elle fasse cesser les violations flagrantes des droits humains sur le territoire de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol temporairement occupées et de continuer d'œuvrer activement à la protection des droits et libertés des résidentes et résidents de la péninsule de Crimée, notamment dans le cadre de la Plateforme pour la Crimée.